

Coopération Mali-Russie : Un nouvel accord signé dans le domaine de la sécurité

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 23 NOVEMBRE 2022

1229

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Interdiction d'ONG françaises



Des dégâts collatéraux à craindre ?



Affaire fonds COVID-19 : Le patron du CCIM, Youssouf Bathily placé en garde à vue



Réouverture des écoles à Tombouctou : Claude Convisser met en garde le Colonel Assimi Goïta



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

22 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

266

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

543 760 Vaccinations incomplètes

2 286 499 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 756

Guéris

31 928

Décès

742

dont 06 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.20



/ Une /

Interdiction d'ONG françaises : Des dégâts collatéraux à craindre ?

P.5

/ Brèves /

BOA Niger : La rentabilité finale reste confortable à fin septembre 2022, malgré un bénéfice net en recul

P.10

Qatar 2022 : Qui est Ghanim Al-Muftah

P.10

FAMa : La DCSSA forme ses Agents sur les Co-infections VIH/Hépatite virale B et C

P.11

La Justice Militaire : La 2ème audience ordinaire s'ouvre avec 4 cas inscrits

P.11

Mali : Trois soldats de maintien de la paix blessés dans l'explosion d'un engin explosif improvisé (ONU)

P.12

Les rites et traditions : Le Hogon est une particularité de la culture dogon

P.12

/ Actualité /

Réouverture des écoles à Tombouctou : Claude Convisser met en garde le Colonel Assimi Goïta

P.14

Affaire fonds COVID-19 : Le patron du CCIM, Youssouf Bathily placé en garde à vue

P.15

Éthique et déontologie droit électoral et les contentieux électoraux en milieu judiciaire : Les avocats outillés

P.16

/ Politique /

Transition : Pour l'Afrique et pour toi Mali

P.19

Coopération Mali-Russie : Un nouvel accord signé dans le domaine de la sécurité

P.20

/ Culture & société /

Mali: Le succès de la deuxième édition du festival Kayes Seko pour la Conservation et la Valorisation la culture dans notre pays

P.21

/ International /

Tchad : Une dizaine de militaires tués par des djihadistes dans l'Ouest

P.212

Les liens commerciaux sino-thaïlandais « prometteurs » : Alors que le RCEP et le rail à grande vitesse étendent les zones de coopération

P.23

Egypte : JUWI met en service son projet solaire hybride au monde dans la mine d'or Sukari de Centamin

P.214

/ Sport /

CDM 2022 : Exploit de l'Arabie saoudite, qui fait chuter l'Argentine d'entrée

P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Interdiction d'ONG françaises

Des dégâts collatéraux à craindre ?

En réponse à la décision des autorités françaises de suspendre l'aide publique au développement en faveur du Mali, les autorités de la transition ont interdit « toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire ». Cette décision est-elle opportune à un moment où l'État n'arrive pas à donner du travail à ses millions de diplômés ? Le gouvernement, en prenant une telle décision, a-t-il pensé aux Maliens travaillant dans ces ONG, aux pauvres populations bénéficiaires des services de ces organisations ? Ladite décision, déjà impopulaire, risque de grossir le rang des frustrés contre la transition...

La tension refait surface entre le Mali et la France. Les deux pays, depuis une semaine, prennent des mesures de rétorsion réciproques. Et les victimes, ce sont les pauvres populations maliennes qui ne cherchent qu'à vivre et à manger à leur faim.

Le France suspend son aide publique au développement vers le Mali

La France a officialisé, la semaine dernière, la suspension de son aide publique au développement à destination du Mali motifs pris de la coopération militaire Mali-Russie et des risques de détournement de cette aide. Une suspension qui inquiète déjà les populations et les ONG bénéficiaires du financement français. C'est d'ailleurs pourquoi un collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam,

a exprimé, le 15 novembre 2022, son inquiétude au Président français Emmanuel Macron. « Depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et maliennes, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation », regrettent les organisations qui précisent que « 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, soit plus de 35% de la population ».

Selon ces ONG, la suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Elles ont d'ailleurs invité E. Macron à revenir sur cette décision en soutenant que l'aide publique au développement de la France via ces

ONG devait être « garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations ».

La réplique du Mali

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement du Mali a répliqué à cette décision des autorités françaises. Le ton utilisé dans le communiqué montre le degré de colère des gouvernants maliens.

D'abord, le Mali dément, à nouveau sa collaboration avec Wagner. « Le Gouvernement de la Transition réaffirme que ces allégations fantaisistes sont sans aucun fondement et considère cette annonce de la junte française comme un non événement », a déclaré le Colonel Abdoulaye Maïga qui ajoute que : « Le Gouvernement de la Transition rappelle que cette déclaration n'est



qu'un subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali ».

A en croire le gouvernement, c'est depuis février 2022 que la France a notifié par voie diplomatique la suspension de sa coopération au développement en faveur du Mali. Même si les populations et les ONG opérant au Mali sont inquiètes, ce n'est pas le cas chez les gouvernants. « **Cette décision de la France prise depuis février 2022 ne suscite aucun regret, d'autant plus qu'elle contribue à la restauration de notre dignité bafouée par une junte française spécialisée d'une part dans l'octroi d'aide déshumanisante pour notre Peuple et utilisée comme moyen de chantage des gouvernants et d'autre part dans le soutien actif aux groupes terroristes opérant sur le territoire malien** », précise le communiqué du gouvernement malien.

Par le principe de réciprocité, le Mali, à son tour, a pris des mesures contre des ONG françaises. « **Le Gouvernement de la Transition décide d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire** », indique le communiqué.

Une décision radicale et inopportune

Même si les maliens, dans leur majorité, soutiennent les autorités dans leurs actions de réciprocité aux différentes attaques extérieures, l'interdiction des ONG françaises est

plus qu'impopulaire. Il est critiquable que les autorités qui disent défendre les intérêts de la population, interdisent des ONG qui, pourtant, sont au chevet des mêmes populations dans plusieurs domaines. Cette interdiction se fait à un moment où l'État ne recrute même pas 2000 diplômés par an. A-t-on pensé aux milliers de Maliens employés de ces ONG françaises, à leur famille ? A-t-on pensé à ces millions de personnes secourues par ces ONG ? Au centre et au nord du Mali, des ONG, y compris françaises luttent efficacement contre le terrorisme en donnant de l'emploi aux jeunes. Leur départ prématuré risque de conduire le Mali vers des horizons inconnues. Car, selon l'ambassade de France au Mali, environ 88 associations et ONG françaises sont actives. « **47 ONG sont présentes physiquement au Mali. 41 ONG mènent des activités via leurs partenaires locaux, mode opératoire qui s'est renforcé après la crise et l'insécurité dans le centre et le nord du Mali** », précise-t-on. Ces ONG interviennent dans la sécurité alimentaire (agriculture, ma-

raichage, agro écologie) : 21 ; Santé : 17 ; Eau et Assainissement : 14 ; Éducation/ Formation : 16 ; Environnement : 17 ; Droits de l'homme : 10 ; Gouvernance : 2 ; Culture : 1. « **Les interventions géographiques se répartissent de la manière suivante : Région de Mopti : 22 ; District de Bamako : 20 ; Région de Kayes : 19 ; Région de Gao et de Tombouctou : 9 ; Région de Sikasso : 8 ; Région de Koulikoro : 7 ; Région de Ségou : 3** », précise l'ambassade de France au Mali. A en croire la même source, pendant les dix dernières années, la France a financé de nombreux projets dans le domaine de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable. Il s'agit surtout de la réalisation d'adductions en eau potable dans 18 communes de la région de Mopti et Kayes, de la construction des stations d'épuration et de traitement à Kabala, en amont de Bamako, de la création de deux sociétés publiques de gestion de la ressource hydrique.

Aussi, entre janvier 2013 et septembre 2017, la France, à travers l'Agence française de développement, a octroyé 310 milliards FCFA (473 millions d'euros) au Mali. Et entre 2019 et 2020, elle a injecté 336 millions d'euros au Mali.

Au regard de la contribution de la France et de ses ONG en faveur des populations maliennes, les autorités de la transition doivent revoir leur copie. Et assouplir leur décision. Pendant que les élèves et étudiants, les magistrats sont en grève, les enseignants et les greffiers se préparent pour une grève, la Minusma se vide ... le Mali n'a pas besoin d'un autre front, qui fera davantage souffrir les populations.

Anguimé Ansama



■ Issa Kaba

10 milliards de franc CFA : fonds COVID (Maladie)



Le fils du Président du Liberia marque pour les USA son pays .

Awa Diallo Black AD la nouvelle conquête de la musique malienne lauréate du prix " Découvertes RFI dans les locaux du Groupe Renouveau pour remercier la structure pour son accompagnement depuis le début de sa carrière.

Félicitations petite sœur et bonne chance pour la suite de ta carrière.



■ Malick Konate

#JBEB : Valorisation du bien être et de la santé au centre des préoccupations de la 3ème édition



La 3ème édition des Journées de Bien Être et de la Beauté (JBEB) s'est tenue à Bamako du 18 au 20 novembre 2022 au Musée national. L'objectif, valoriser le bien être et la santé.

Il faut signaler que durant les trois jours consacrés à l'activité, plusieurs activités ont été menées. Ce qui a permis de donner de la splendeur aux exposants et aux visiteurs venus de tous les horizons. Inscrite dans un cadre professionnel des entreprises, cette activité est une occasion idéale ayant pour objectif de valoriser le bien être et l'amélioration de la santé.

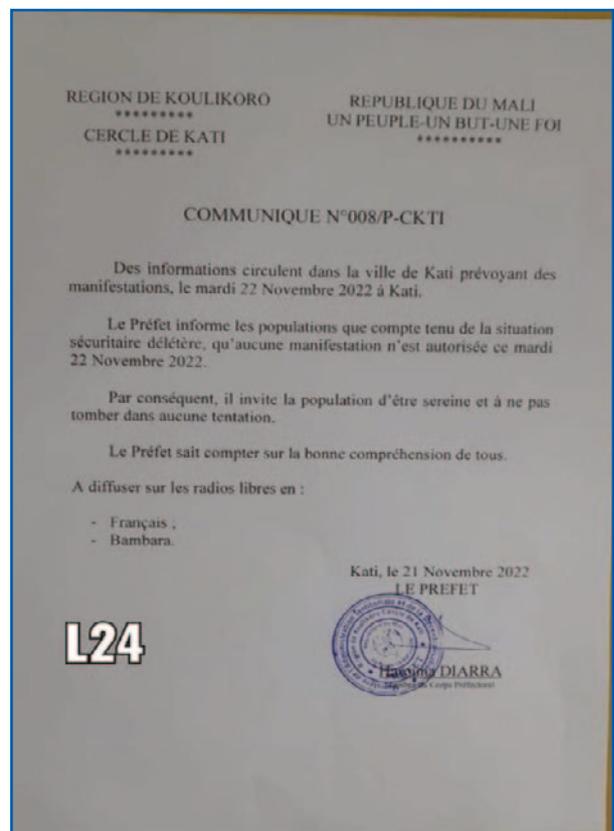


L'événement s'inscrit dans un cadre professionnel des entreprises.

■ Ammy Baba Cisse



Le préfet interdit la manifestation de Yerewolo Debout à Kati.



"Si on ne fait pas attention, on sera les derniers des africains dans quelques jours seulement, meme pas de semaine " Sekou Tounkara

■ Jeune Afrique



Le 13 octobre, le #FNDC a invité par courrier Emmanuel Macron à suspendre le partenariat sécuritaire avec la Guinée. La présidence française lui a répondu le 18 novembre dans un courrier dont Jeune Afrique dévoile le contenu.



Afrik Soir



Dosso Charles Rodel a été suspendu par Laurent Gbagbo, président du PPA-CI, pour avoir activement participé, au nom du Parti des peuples africains de Côte d'Ivoire, à l'organisation d'une marche annoncée contre la vie chère à Abidjan. Le communiqué est signé par l'ancien président de la République lui-même.



Djimé Kanté



À nos plus hautes autorités de la transition
 Nous n'avons jamais cessé de dénoncer mais aussi de proposer à cette transition et nous allons continuer à le faire car pour nous c'est une histoire de M_A_L_I et non et de soutien opportuniste ou aveugle.
 Le Mali est notre bien commun et sa survie est nôtre. Ni ceux qui se taisent par crainte ou peur même n'étant pas d'accord avec la donne, ni ceux qui jouent à l'applaudimètre sur tout et rien de cette transition n'aiment pas plus ce pays que nous.
 La peur et la crainte du dirigeant ne lui servent pas forcément tout comme Le thermomètre de l'applaudimètre au sujet de tous ses actes.
 Nous avons proposé des ébauches de solutions et sur la place publique et à l'interne.
 Que ça réussisse ou que ça échoue (Que Dieu nous en préserve) ,nous auront la conscience tranquille.
 Encore une fois aux Autorités et au premier responsable de la transition en premier, le cap n'est pas bon ,la pente est raide et très glissante.

Concertez vous à 5 et insufflez une nouvelle dynamique qui peut être porteuse d'espoir aux yeux du peuple qui souffle le martyr.
 Le mythe Assimi et autres et la lueur Mali_Koura s'amenuise de jour en jour. C'est pas bon signe.
 Ça grognait en sourdine mais les grognements font écho désormais et s'entendent de tous. Les langues se délient et rien ne pourra leur faire taire qu'un renouveau d'espoir.
 Les plus grandes surprises désagréables viennent des plus grandes assurances, pensez y.
 Plus qu'une impression je revis aujourd'hui le crépuscule du pouvoir du président défunt IBK qui était resté imperméable aux critiques dénonciations et propositions pour un nouveau cap niveau gouvernance interne.
 Croyez le tamponnement perpétuel avec la communauté internationale ou avec un présumé ennemi juré de notre État ne saurait couvrir encore nos insuffisances internes. Je vais vous le dire tout franc: Ce disque se raille de plus en plus et il devient presque inaudible auprès des populations qui aspirent à un mieux vivre et à des griefs contre la gouvernance interne plutôt.
 Aidez nous à vous aider pour le Mali SVP ,écoutez nous minimum car on est aussi dans le même bateau.
 Samprin Bob le malien de sang tout court soucieux de son pays de sa nation ,de sa patrie.



Gouvernement du Mali



Actualité / Ministère des Affaires Étrangères -
 Coop - Int
 L'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Mali, Son Excellence Monsieur Aguibou DIALLO, a présenté, le vendredi 18 novembre 2022, ses Lettres de créance au Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Monsieur Félix Antoine Tshisekedi.
 A l'occasion de l'audience accordée à cet effet, l'Ambassadeur DIALLO a transmis au Président Congolais les chaleureuses et fraternelles salutations du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA et du Peuple malien, avant d'exprimer sa ferme volonté à contribuer au raffermissement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.
 Le Président a, pour sa part, réitéré l'intérêt tout particulier que son

pays accorde au renforcement de ses liens de partenariat avec le Mali dans tous les domaines de coopération pour le bénéfice des deux Peuples.

Bureau de l'Information de la Presse/MAECI
La Présidence RDC



■ Boubacar Koumaré officiel



#EDM : Une facture impayée désormais = débranchement

ENERGIE DU MALI - SA
Registre de Commerce : N°0 2000 B 5276
Capital de 32 000 000 000 francs CFA.

CAMPAGNE DE RECOURVEMENT DE FACTURES IMPAYEES

La Direction générale de la Société Energie du Mali (EDM-SA) a lancé depuis le **lundi 24 octobre 2022**, une vaste campagne de recouvrement (Bamako et Centres) de ses factures impayées. Tout client redevable d'au moins une facture échue est concerné par la présente campagne.

L'objectif de cette campagne est de permettre à EDM-SA de faire face à ses charges afin d'assurer sa mission de service public.

Ainsi, elle invite tous les clients qui sont en retard de paiement de leur facture à s'acquitter pour ne pas subir de désagréments liés à la suspension de la fourniture d'électricité.

La Direction Générale

Siege social : Square Patrice Lumumba,
Téléphone : +223 20 22 80 20 Jax : +223 20 22 84 80 BP : 60
Site : www.edm-sa.com.ml / Email : edm@edm-sa.com.ml / Facebook : www.facebook.com/societe.edm.sa / Bamako (MALI)

■ Diakité Modibo



Détruire un millier d'emplois pour des futilités est simplement inacceptable.

■ Wassim Nasr



#Mali l' #EI #Sahel s'attaque à un petit campement de déplacés internes à ~7km de la ville de #Gao. Ce type d'attaques cherche aussi à tester les limites du rayon d'action acquis, rien n'empêche désormais une attaque en ville.



■ Serge Daniel



#Mali-Situation / " Comment sauver le Mali"? Le cadre de concertation des partis politiques pour une transition réussie (qui regroupe de nombreux partis politiques et associations) a rencontré ce 22/11/ l'Imam Mamoud Dicko pour échanger . Les consultations vont se poursuivre .

■ salif sanogo



Pensée de la semaine:« C'est quoi une vie d'homme ? C le combat de l'ombre et de la lumière... C'est 1 lutte entre l'espoir et le désespoir, entre la lucidité et la ferveur... Je suis du côté de l'espérance, mais d'1 espérance conquise, lucide, hors de toute naïveté », Aimé Césaire

■ Gongoloma Soké



L'AEEM a fait sortir les élèves et étudiants, les enseignants ont déposé un préavis de grève, la situation sécuritaire est alarmante dans certaines parties du pays, les difficultés économiques se font de plus en plus sentir mais c'est sur la suspension de l'APD qu'on communique.

■ Larmes des pauvres



#Mali -- Lundi 21/11 en début de soirée, des individus armés sur plusieurs motos ont attaqué un site des personnes déplacées internes à #Kadji (6 km au Sud-Ouest de la ville de #Gao). Au moins treize (13) PDI ont perdu la vie au cours de cette attaque

BOA Niger : La rentabilité finale reste confortable à fin septembre 2022, malgré un bénéfice net en recul



Sur les neuf premiers mois de 2022, le bénéfice net de BOA Niger est en baisse de 14,3 %. Mais la banque est en voie de réaliser son meilleur ratio de résultat sur chiffre d'affaires des cinq dernières années.

Selon des données non encore auditées, la filiale au Niger du groupe Bank of Africa (BOA) a réalisé un bénéfice net de 7,56 milliards FCFA (11,8 millions \$) pour le compte des neuf premiers mois de 2022. Cette performance est en baisse de 14,34 %, comparée à celle de la même période en 2021. Comme c'est le cas pour plusieurs entreprises cotées sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan, BOA Niger ne donne pas suffisamment de détails pour apprécier l'évolution de ses chiffres.

Mais les informations sommaires indiquent que la banque a été pénalisée sur la période par une baisse de son produit net bancaire (équivalent du chiffre d'affaires) et une augmentation de 2,77 % de ses frais généraux. Elle a aussi renoué avec un coût du risque en hausse. Cela n'est toutefois pas lié à une conjoncture négative, mais à une situation comptable exceptionnelle survenue sur les neuf premiers mois de 2021. Malgré cette baisse de son bénéfice net, BOA Niger reste une des meilleures banques de la BRVM en termes de rentabilité finale. Son ratio de marge nette qui évalue la part du bénéfice final réalisé en rapport au produit net bancaire, est ressorti à 41,7%. Si cette tendance se confirme à la fin de l'année 2022, la banque aura réalisé sa meilleure performance de rentabilité depuis 2017.

A l'exception du Mali, les filiales du groupe BOA cotées sur la BRVM affichent de solides ratios de marge nette. Plus globalement, Coris Bank continue d'occuper le premier rang sur la base de ce critère, avec un ratio de marge net de 52,5 %. Pour les dix banques qui ont déjà publié leurs chiffres, le bénéfice net cumulé est de 198,8 milliards FCFA, pour une rentabilité finale de 38 %.

Sur le plan boursier, BOA Niger réalise une de ses meilleures perfor-

Qatar 2022 : Qui est Ghanim Al-Muftah



■ C'est un Qatari de 20 ans, Ghanim Al-Muftah. Il a joué aux côtés de Morgan Freeman et a récité le Coran lors de la cérémonie d'ouverture de la Coupe du Monde Qatar 2022.

Ghanim est né avec une maladie rare connue sous le nom de syndrome de régression caudale, affectant le développement de la moitié inférieure du corps.

Beaucoup ont suggéré à sa mère d'avorter Ghanim mais elle a décidé de le faire : « Je serai sa jambe gauche et tu seras sa jambe droite ».

Ghanim est devenu le plus jeune entrepreneur du Qatar, après avoir fondé une entreprise de glaces. Il fait plusieurs sports malgré des handicaps physiques. À l'école, Ghanim jouait au football en portant des chaussures sur ses mains et courait après la balle avec ses amis de taille normale.

Plutôt que de laisser la condition retarder sa vie, Ghanim a appris à surmonter les obstacles avec positivité. Il poursuit actuellement son diplôme universitaire, se spécialisant en sciences politiques dans le but de devenir diplomate. "

h/t musulmans du monde

Source : Word Hijab Day

mances depuis 2004. Sa valorisation progresse (+12,7 %) moins vite qu'en 2021 (45,7 %), mais les volumes de titres négociés ainsi que la valeur des transactions (2,8 milliards FCFA) qu'ils ont générés sont à des niveaux record.

Source : agencecofin.com

FAMa : La DCSSA forme ses Agents sur les Co-infections VIH/Hépatite virale B et C



20 agents de la Direction Centrale des Services de Santé des Armées (DCSSA) prennent part à un atelier de formation sur les co-infections VIH/Hépatite virale B et C. La cérémonie d'ouverture a eu lieu, le lundi 21 novembre 2022, dans les locaux de la Direction de la Justice Militaire. C'était en présence du Directeur Central des Services de Santé des Armées, le Général de Brigade Mohamed Alpha DIAW, du Médecin-Colonel Aboubacar TRAORE, chef de la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/ Sida au MDAC et de plusieurs autres responsables de sa structure.

Les participants étaient composés entre autres de médecins, de pharmaciens, d'infirmiers-d 'Etat et de sage-femmes de la DCSSA. Durant 5 jours, ces professionnels de santé seront outillés sur les thématiques de la co-infection VIH/Hépatite virale B et C, sur les différents aspects de ces infections, la prise en charge diagnostique et thérapeutique entre autres.

Le Directeur Central des Services de Santé des Armées, le Général de Brigade Mohamed Alpha DIAW, a déclaré que le thème de cet atelier "Co-infection VIH/Sida/Hépatite virale B et C" est d'une très grande importance car 91 millions de personnes dans le monde sont porteurs de l'hépatite B ou C. Selon lui, il est nécessaire de donner le maximum d'information sur la question et de former les agents de santé qui sont un peu partout dans le pays afin de leur permettre de donner le meilleur soin possible aux patients.

Pour sa part, le chef de la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida au MDAC, le Médecin-Colonel, Aboubacar TRAORE, a affirmé que cette formation permettra d'améliorer la qualité et le renforcement des soins au bénéfice des patients. Pour le Médecin-Colonel, l'hépatite demeure une menace importante pour la santé publique en Afrique. Les progrès en matière de prévention, de diagnostic et de traitement ont été entravés entre 2019 et 2021, en raison de la mise en œuvre insuffisante des interventions relatives à l'hépatite dans les pays a-t-il souligné. Il a mis l'accent sur l'appui technique et financier de la MINUSMA aux activités de riposte contre ces maladies. Enfin, le Médecin-Colonel TRAORE a exhorté les participants à donner le meilleur d'eux afin que ces 5 jours de travaux soient un succès.

Source : FAMa

La Justice Militaire : La 2ème audience ordinaire s'ouvre avec 4 cas inscrits



La deuxième audience ordinaire du Tribunal Militaire de Bamako au titre de l'année 2022 s'est ouverte, le lundi 21 novembre 2022. C'était dans la salle d'audience de la Direction de la Justice Militaire en présence du Magistrat-Colonel Soumaïla BAGAYOKO et d'autres magistrats militaires et civils.

4 affaires étaient inscrites à l'ordre du jours. La première concerne le détournement d'armes et de munitions de guerre commis par 4 sous-officiers en complicité avec trois civils. La deuxième, un cas de vol d'arme et la violation de consigne par 4 soldats de 1ère classe en service à la DMHTA. La troisième est une affaire d'escroquerie d'un Sergent-chef du Génie Militaire et enfin la quatrième est un vol de moto Djakarta impliquant un garde.

Le Magistrat-Colonel, Soumaïla BAGAYOKO a affirmé que le vol d'armes et de munitions de guerre est un phénomène récurrent dans notre Armée surtout en ces périodes tant difficiles pour notre pays. Il a souligné que cette audience correctionnelle permet de donner l'exemple à ceux qui seront tentés de reproduire les mêmes faits. Selon lui, les auteurs de ces délits seront sévèrement punis conformément à la loi. Il a informé de la tenue de 3 autres audiences dans les prochains jours.

Source : FAMa

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Mali : Trois soldats de maintien de la paix blessés dans l'explosion d'un engin explosif improvisé (ONU)

Une mine artisanale a explosé lundi matin sur la route de Tombouctou, au Mali, blessant trois soldats de maintien de la paix des Nations Unies, a annoncé Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

« L'ONU condamne cet attentat et souhaite un prompt rétablissement aux soldats de la paix », a déclaré M. Haq. Les Casques bleus affectés à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) se trouvaient dans un convoi près de la ville de Douentza, dans la région de Mopti (centre). Cette mission, qui souffre d'un taux élevé de pertes, est également confrontée au retrait en cours de certains pays, des pays occidentaux pour la plupart, de leurs forces de la MINUSMA. Selon M. Haq, le siège de l'ONU est au courant de ces retraits et de certaines spéculations à leur sujet ces derniers jours. « Pour certains de ces pays, il s'agit d'un sujet qui a été discuté depuis un certain temps, et la date des déploiements était déjà prévue », a-t-



il affirmé. « Pour d'autres, il est clair, bien sûr, que le Mali est confronté à des défis sécuritaires très particuliers. Nous apprécions les sacrifices que les gens ont fait parce que tant de soldats de la paix ont perdu la vie ». « Nous sommes donc sensibles à leurs préoccupations », a-t-il poursuivi, ajoutant que la MINUSMA « est en train d'évaluer l'impact des retraits et a prévu des retraits sur nos opérations, et nous sommes déjà en discussion avec un certain nombre de pays afin de combler les lacunes éventuelles ».

Source : Agence de presse Xinhua

Les rites et traditions : Le Hogon est une particularité de la culture dogon

Le Hogon est un dieu à l'image de l'homme. Il est le trait d'union entre les créatures visibles (les hommes, les animaux, la végétation...) et les invisibles (les anges, les djinns, les âmes...). Vers la fin du XIIIe siècle, période de troubles au Manding, les Dogons émigrèrent vers l'est jusqu'à Kan, l'actuel Kanibonzon (chef-lieu d'arrondissement du cercle de Bankass). Avant d'y arriver et pour mieux organiser leur société, ils choisirent leur premier hogon dans les environs de Djenné. Mais ne devient pas Hogon qui veut. Ce n'est qu'après avoir consulté les divinités, les cauris, le « yourougou » (le renard) que, parmi les nobles, une personne de bonne volonté est choisie. A cette époque, sur une vingtaine de candidats, c'est le Hogon d'Aourou

qui fut retenu parce qu'il s'était révélé le plus intelligent et que son étoile garantissait la paix et la prospérité des Dogons. Il fut intronisé avec toutes les cérémonies dues à son rang. Il s'appelait Yarankambé. Le Hogon est le chef, le roi, le maître absolu. Bien que vivant, ses obsèques sont célébrées le jour même de son intronisation. Il n'appartient plus à notre monde. Il est isolé dans la falaise et il lui est formellement interdit d'en descendre ; seuls une fille mineure, une femme ménopausée ou les Kédjou, ses assistants, peuvent lui préparer à manger. Son rôle principal est de livrer à son peuple les recettes que lui dictent les êtres surnaturels et de prédire l'avenir. Il joue également le rôle de guérisseur et assure la police judiciaire, forestière et commerciale. La sentence rendue par le Hogon est irrévocable et ses adjoints, Hogonsérou, veillent à sa bonne exécution.

B. CAMAR, Journaliste, Chercheur.





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Réouverture des écoles à Tombouctou : Claude Convisser met en garde le Colonel Assimi Goïta

Au cours d'une conférence de presse animé le lundi 21 novembre 2021 à la maison de la presse, l'homme d'affaire et avocat américain résidant au Mali, Claude David CONVISSER a proposé sa médiation dans la crise malienne à travers son plan de paix. Il a mis l'occasion à profit pour mettre en garde le gouvernement de la transition contre la réouverture des écoles dans les conditions proposées par les islamistes à Tombouctou.

Pendant son intervention, le conférencier du jour, Claude Convisser a souligné que la guerre au Mali ne pourrait être gagnée uniquement par les armes en dépit de la signature de l'Accord pour la paix. Comme solution, il a proposé au gouvernement à travers son plan de sortie de crise, d'engager des négociations avec la Jama'a Nusrat ul-Islam wa al_Muslimin' (JNIM), l'organisation terroriste d'Iyad Ag Ghali et Ahmadou Kouffa.

Ce document intitulé «Étape pour arriver à un cessez-le-feu et à la paix durables dans les régions de Mopti, Douentza, Bandiagara et Ségou », comprend 8 parties. Il propose le cantonnement ainsi que l'amnistie pour les combattants du JNIM, de même que l'amnistie pour Iyad et Kouffa.

Claude Convisser a précisé que son projet de plan de paix partiel pour le centre du Mali, en attente depuis mai 2022, avait été examiné par toutes les parties au conflit.

« **Personne ne s'y est encore opposé. Beaucoup ont contribué à l'étoffer, notamment l'aile politique de Jama'a Nusrat ul-Islam wa ul-Muslimin' (JNIM), avec laquelle j'ai tenu plusieurs réunions à Bamako** », a-t-il dit.

Néanmoins, il a indiqué qu'il n'avait pas pu rencontrer le chef suprême du JNIM, Iyad Ag GHALI.

Toutefois, il a tenu à mettre en garde le gouvernement contre la réouverture des écoles dans la région de Tombouctou sans un accord de paix garantissant le choix des écoles pour les enfants et les parents d'élèves.

Contrairement aux islamistes qui exigent l'introduction de l'enseignement coranique dans les programmes scolaires, Claude Convisser préconise la construction d'école primaire coranique, en plus de l'école laïque existante, dans chaque village menacé par l'insécurité.

« **Je soutiens pleinement la construction de nouvelles écoles coraniques. Cependant, il ne devrait pas y avoir de réouverture d'écoles publiques existantes dans une zone de conflit, où que ce soit au Mali, à moins que cela ne fasse partie d'un règlement global** », a-t-il affirmé. « **Sans les contraintes d'un accord plus**



large, les idéologues fondamentalistes risquent de prendre le contrôle des écoles publiques dans les zones qu'ils contrôlent déjà. Cela leur donnerait l'occasion de prêcher la violence aux jeunes esprits et de recruter potentiellement des milliers de nouveaux soldats pour étendre le terrorisme dans le reste du Mali et ailleurs », a-t-il alerté.

A cet égard, il a proposé au Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, d'ordonner au Gouverneur de Tombouctou de laisser toutes les écoles fermées pour le moment. Pour ce faire, il a souligné qu'à la suite de la publication de la proposition des islamistes relative à la réouverture des classes à Tombouctou, et la distinction de Houka Houka par le Gouverneur de Tombouctou, l'Inspecteur général Bakoun KANTE, 37 organisations de la

société civile ont dénoncé cette démarche. « Nous devons supposer que l'adhésion du public au Cadi Houka Houka et à sa proposition de convertir les écoles publiques en écoles coraniques était une erreur », a-t-il dit.

A en croire Claude Convisser, il ne fait aucun doute aujourd'hui que le nord du Mali fait l'objet de convoitise de la part des firmes internationales qui veulent exploiter les réserves de pétrole et de gaz naturel qui « **sont les plus riches d'Afrique** ».

Enfin, il a émis le souhait que le Président Assimi GOÏTA ait la sagesse d'arrêter la réouverture des écoles à Tombouctou et de permettre, à son initiative de paix de progresser, pour permettre la réouverture des écoles dans des conditions sûres et libres.

■ Maffenin Diarra

Affaire fonds COVID-19 : Le patron du CCIM, Youssouf Bathily placé en garde à vue

Le Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (Ccim), Youssouf Bathily, son Secrétaire général Cheick Oumar Camara et son comptable Lamine Sacko ont été placés en garde à vue, hier mardi 22 novembre à la Brigade du Pôle Économique et Financier de Bamako.



En effet, Le Président de la CCIM et ses deux collaborateurs sont soupçonnés dans une affaire d'atteinte aux biens publics en lien avec la gestion d'un fonds de plus de 10 milliards de F CFA, lié à la maladie à coronavirus, COVID 19.

Un rapport du bureau du Vérificateur Général du Mali avait pointé une mauvaise gestion de ces fonds, alloués à la lutte contre la COVID-19. Le montant total des irrégularités financières, selon le rapport, s'élève à 50 733 274 104 FCFA.

Le rapport du bureau du vérificateur général du Mali sur la gestion des ressources de l'État utilisées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 au titre de l'exercice 2020, a été publié le lundi 13 juin 2021.

Parmi les irrégularités constatées, l'audit indique que : Le Président de la CCIM a fait exécuter des marchés d'acquisition de masques sans contrat, pour un montant de 9 462 500 000 FCFA. « **L'équipe de vérification a constaté que dans le cadre du programme présidentiel « Un Malien - un masque »,**

pour un coût de 10 942 500 000 FCFA, la CCIM a réceptionné des masques et payé des fournisseurs sans avoir élaboré des contrats de marché au préalable », indique le rapport.

Celui-ci dénonce également le fait que le Président de la CCIM ait autorisé le paiement de marchés sans l'acquiescement des droits d'enregistrement et de la redevance de régulation pour un montant de 37 8087 500 FCFA.

A cela s'ajoutent 6 500 000 000 FCFA, le montant non déposé dans les banques par le Directeur Général du Fonds de Garantie du Secteur Privé conformément aux dispositions de la convention. Selon le rapport, le Coordinateur du Projet Jigisemejiri n'a pas reversé le reliquat du fonds COVID-19 non utilisé qui s'élève à 30 097 471 525 FCFA et ses dépenses indues sur le fonds s'élèvent à 25 200 000 FCFA. Le rapport poursuit que le Régisseur Spécial d'Avances du Ministère des Maliens de l'Extérieur a effectué des dépenses indues à hauteur de 436 679 741 FCFA. Le rap-

port indique aussi que le ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre de l'Industrie et du Commerce ont ordonné une dépense indue de 2 085 600 000 FCFA au profit d'un opérateur économique. Au niveau du ministère de la sécurité et de la protection civile, 5 090 078 FCFA de dépenses irrégulières du Régisseur d'avances sur le fonds Covid-19 ont été constatées. Le surplus de facturation payé à l'EDM SA sur la gratuité de consommation s'élève à 760 177 650 FCFA. « **Le Directeur Général et le Directeur Commercial de la société EDM-SA ont facturé à l'État plus que la consommation d'énergie accordée en gratuité** », selon l'audit. Il ajoutera que le Directeur Administratif et Financier et le Régisseur Spécial d'Avances de la Primature ont fait 202 802 875 FCFA de dépenses non justifiées. Le rapport explique que des Chefs de Centres des impôts ont minoré le droit d'enregistrement et la redevance de régulation payés sur des marchés conclus par l'OPAM à hauteur de 27 381 557 FCFA.

Le PDG de l'OPAM, ajoute le rapport, a autorisé le paiement des contrats non enregistrés pour un coût de 20 727 000 FCFA. Le rapport note aussi 144 630 000 FCFA de dépenses indues effectuées par le Directeur Général de l'INSP. Au total, 536 926 178 FCFA de dépenses indues ont été constatées dans les six centres de santé de référence de Bamako, les grands hôpitaux (hôpital du Mali, CHU du Point G, CHU Gabriel Touré), les directions régionales de la santé et les centres de santé (hôpital de Kayes, CSRÉf de Kayes et de Kita, Direction régionale de la santé de Koulikoro, CSRÉf de Banamba, CSRÉf de Dioïla, CSRÉf de Kalaban-coro, CSRÉf de Kati, CHU Bocar Sidy Sall de Kati, CSRÉf de Kolokani, CSRÉf de Koulikoro, Direction régional de la santé de Ségou, hôpital Nianankoro Fomba de Ségou, CSRÉf de Niono, Direction régional de Sikasso, hôpital de Sikasso...).

■ Binadjan Dombia

Éthique et déontologie droit électoral et les contentieux électoraux en milieu judiciaire : Les avocats outillés



Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme a présidé ce lundi 21 novembre 2021, la cérémonie marquant les activités de formation à l'intention des Avocats, portant, d'une part, sur l'éthique et la déontologie, et d'autre part, sur le droit électoral et les contentieux électoraux.

La cérémonie qui a eu lieu à l'institut de formation judiciaire Me Demba Diallo s'est déroulé en présence de l'Ambassadeur d'Allemagne au Mali de plusieurs acteurs du monde judiciaire.

Cette activité qui durera jusqu'au 16 décembre 2022, marque le lancement d'une série de formations, portant, d'une part, sur l'éthique et la déontologie des avocats à l'intention des Avocats, et d'autre part, sur le droit électoral et les contentieux électoraux à l'intention des Magistrats, des Avocats, des Huissiers-Commissaires de Justice et des Organisations de

la Société Civile. Elle entre dans le cadre du projet de renforcement des capacités du système judiciaire et la promotion de l'Etat de droit au Mali. Il s'agit d'un projet initié dans le cadre du partenariat entre l'Institut National de Formation Judiciaire « Maitre Demba DIALLO » (INFJ) et l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), avec le soutien financier du Ministère allemand des Affaires Etrangères.

A l'entame de ses propos Mamoudou KASSOGUE, a rappelé qu'après les Magistrats, c'est le tour des Avocats d'être entretenus, par les éminents experts, sur la thématique liée à l'éthique et à la déontologie de leur métier qui constitue également ce que l'on pourrait appeler la science du comportement.

Le ministre a indiqué que cette thématique présente une importance particulière et un intérêt pratique considérable, surtout si l'on sait

le fossé qui existe, malheureusement, entre les justiciables et les acteurs de la justice à cause, non seulement des dysfonctionnements du service public de la justice, mais aussi et surtout des comportements déviants de certains de ses acteurs.

A en croire le ministre, dans ces conditions, le respect des règles d'éthique et de déontologie devient une nécessité absolue à tous les niveaux du secteur judiciaire, de l'administration à la distribution de la justice en passant par les professions juridiques, judiciaires et la police judiciaire.

Le ministre n'a pas manqué de souligner que l'importance des questions déontologiques a conduit son Département à inscrire, en bonne place de ses priorités, le changement de comportements des acteurs de la justice par l'observance stricte des règles d'éthique et de déontologie qui encadrent les différentes cor-

porations.

Selon le Garde des Sceaux, en choisissant le thème consacré à la déontologie de l'avocat, l'INFJ vise des objectifs, à savoir

- la restauration et le renforcement de la confiance du public en la justice, l'approfondissement des règles déontologiques et la sensibilisation des Avocats sur l'importance de la déontologie dans un système de justice.
- L'avocat se doit d'être intègre pour se conformer au devoir de son état.

- Il doit présenter, dans son exercice professionnel et sa vie personnelle, les qualités d'intégrité qui le rendent digne d'exercer sa mission.

Les thématiques qui seront abordées pendant ces sessions de formation vont porter également sur le droit électoral et les contentieux électoraux.

L'importance et l'extrême sensibilité des questions électorales n'échappent à personne quand on fait une analyse des causes de la crise multidimensionnelle qu'a connue notre pays, ces dernières années.

En effet, l'accès des citoyens au droit électoral, conformément à des principes universels, le libre exercice de ce droit et la gestion du contentieux pouvant en naître soulèvent des

questions de haute importance, pouvant être déterminantes pour la paix et la stabilité du pays.

En ce qui concerne la justice, appelée à intervenir dans le cadre de la gestion du contentieux électoral, elle doit se prémunir de garanties nécessaires par un renforcement des capacités de ses acteurs en fonction des évolutions du droit électoral, commandées par les nécessités et le contexte.

C'est en cela que la formation des acteurs judiciaires, dans ce domaine, est une nécessité absolue, au regard des enjeux.

Il reste entendu que l'organisation d'élections libres, transparentes, justes et équitables est une question qui doit mobiliser l'ensemble des acteurs impliqués, en faisant en sorte que chaque acteur, quel que soit son secteur d'intervention, puisse pleinement jouer son rôle en fonction de la loi électorale et du droit électoral.

Pour Mamoudou KASSOGUE cette initiative entre en droite ligne des actions du Gouvernement et des orientations des plus hautes Autorités de la Transition afin d'inverser les tendances négatives, restaurer le crédit de l'Etat auprès de nos concitoyens, reconnaître le mérite et sanctionner la faute pour promou-

voir la bonne gouvernance ainsi que les valeurs d'intégrité, de loyauté et de moralité dans la conduite des affaires publiques ou la fourniture du service public aux usagers.

Pour ma part, je puis vous assurer de mon engagement ferme et intangible à renforcer davantage les mesures de contrôle et d'inspection afin que les errements, déviations et autres manquements aux règles d'éthique et de déontologie ne soient plus tolérés.

Sur ce plan, j'en appelle à la responsabilité et au sens du devoir des organisations syndicales et des ordres professionnels du secteur de la justice pour qu'ensemble nous puissions mener ce combat dans l'intérêt supérieur de la justice dans notre pays.

Le ministre a félicité toute l'équipe de l'UNITAR pour les résultats obtenus et réitéré ses sincères remerciements au Ministère allemand des Affaires Étrangères pour avoir accepté de financer le Projet.

Il a réitéré les mêmes félicitations et encouragements au Directeur Général de l'INFJ et à l'ensemble de son équipe pour la réussite des différentes activités depuis le lancement du Projet.

Source : Cellule de communication MJDH





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Coopération Mali-Russie : Un nouvel accord signé dans le domaine de la sécurité

Le Mali et, son partenaire, la Russie viennent de signer un nouvel accord dans le domaine de la sécurité. Sur invitation du Général Vladimir Kolokoltsev, Ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, Ministre de la Sécurité et de la Protection civile du Mali, a effectué une visite officielle de cinq jours à Moscou.

Cette visite a permis aux deux hauts cadres des armées des deux pays amis, de parapher des accords dans le domaine sécuritaire. Cette cérémonie a eu lieu au ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie.

Au cours de cette visite de travail, les deux Ministres ont procédé à la signature d'un accord de coopération entre les deux départements, dans plusieurs domaines portant, entre autres, sur la lutte contre les activités terroristes, la criminalité organisée, le trafic d'armes, de munitions, d'engins explosifs et de stupéfiants, les crimes économiques, y compris le blanchiment d'argent ainsi que la formation et le

perfectionnement du personnel.

Cet accord, premier du genre, entre les deux départements, jette les bases juridiques d'une coopération dynamique, opérationnelle et technique. La signature de cet accord a été précédée d'une rencontre d'échanges entre les deux chefs de département, portant sur les questions d'actualité relatives à leurs domaines de compétence.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie a octroyé une cinquantaine de bourses de formation, dans plusieurs spécialités, au ministère de la Sécurité et de la Protection civile du Mali.

Pendant son séjour, le Ministre de la Sécurité

et de la Protection civile a visité certaines structures relevant du ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie telles que le régiment des Forces spéciales de la police, une unité de la Police touristique, une Unité équestre et le Musée du ministère de l'Intérieur.

Les deux ministres ont réaffirmé leur détermination à œuvrer à la consolidation des relations bilatérales entre le Mali et la Fédération de Russie.

Il faut rappeler que le Mali et la Russie ont signé des accords de partenariat dans plusieurs domaines, notamment en matière de défense. Ceux-ci ont rendu possible l'envoi d'instructeurs russes pour travailler aux côtés des Forces armées maliennes qui luttent contre le terrorisme depuis des années. Dans le cadre de ce partenariat, plusieurs équipements militaires ont été acquis. Il s'agit entre autre des moyens de défense, des avions de transports de troupes mais surtout de combats.

Récemment, des produits de première nécessité, y compris des médicaments, ont été acheminés par la Russie au Mali pour être distribués par le Gouvernement aux populations vulnérables dans différentes régions du pays. Deux avions de transport russes sont arrivés à Bamako les 15 et 20 août avec une cargaison des frets humanitaires.

Ces livraisons confirment la relation stratégique et d'amitié étroite entre les deux pays, et sont également un signe de solidarité et de confiance mutuelle.

C'est en Décembre 2021, que le Mali a relancé le partenariat avec la Russie, dans plusieurs domaines (notamment politique, militaire, et économique). Ce partenariat, il faut le souligner, retrouve ses lettres de noblesse dans un contexte de brouilles diplomatiques entre le Mali et la France.

■ Binadjan Doumbia



Transition : Pour l'Afrique et pour toi Mali



Tout le monde parle actuellement de bouillonnement sociopolitique. Dans les grins, dans la presse, dans les transports en commun, dans les marchés, ça se discute. Tant mieux pour une nation organisée qui a son opinion nationale vitale et alerte. Avec un peu de jugeote, on ne peut nier cette évidence. Syndicats, partis, activistes de tout bords, tout le monde crie sur fonds de vie chère, d'insécurité, d'insalubrité, et tout ce qui fait se ressentir le mal être. Sans oublier l'avant projet de constitution. Ces dossiers ne sont pas nouveaux.

Pendant son mandat, les maliens avaient fait savoir à ATT que le pays était sur répondeur, que l'argent ne circulait pas. Sous IBK la vie chère est revenue, les syndicats ont rué dans les brancards comme c'était le cas depuis Modibo Keita. Il en est ainsi dans un état, pour une nation. A chaque fois, c'est au gouvernant de trouver la parade, qui convienne à ces maux et à leur époque.

J'ai la chance d'être un modeste témoin actif de cette vie sociopolitique de mon pays depuis au moins 25 ans. J'ai eu l'impression qu'IBK et son régime ont vite oublié les raisons qui ont amené la Transition de 2012. Cela a été dit jusqu'à sa chute. Et maintenant j'entends à

gauche et à droite les mêmes récriminations faites à IBK de ne pas tirer les leçons du passé récent, chaud ou frais dans les mémoires.

Si j'ai un seul conseil à donner aux autorités actuelles et singulièrement à ceux que les maliens et les africains appellent affectueusement "les cinq colonels", aux chefs d'institutions actuels, à la gouvernance actuelle, de même que tous ceux qui sont en responsabilité au plus petit échelon, du chef d'institution au chef de section, à l'agent mandaté: que les Maliens et l'Afrique les regardent.

Les Maliens et les Africains, citoyens de base, demandent que la marche enclenchée ne doit faiblir, que la cadence doit rester soutenue, que la mobilisation ne doit faiblir.

En cela il faut au plus haut degré, entre nos dirigeants, nos responsables, nous citoyens, de la loyauté, de la dignité, de la probité, par dessus tout, du patriotisme.

L'heure est à la préservation de l'intérêt général dans un écosystème politico-économico-sécuritaire certes fragile.

Il y a quelques mois, sur cette même page j'ai parlé de l'individualisme. Ce mal continue de gangrener notre société malienne, notre administration sur fond de course pour l'enri-

chissement personnel, pour le confort individuel. Cela à un moment où toutes les actions doivent être communes, collectives, collégiales pour le Mali et pour l'Afrique.

En responsabilité nationale, sur la haute marche du podium, il faut agir en homme d'Etat, quand le destin nous y propulse, car c'est seul l'homme d'Etat qui pense aux générations futures et qui s'oublie. Il le faut à travers les idées, les actions, les réformes dont le souvenir reste indélébile pour l'histoire.

C'est en cela que l'on cite aujourd'hui encore Modibo Keita, Kwame N'Krumah, Thomas Sankara et autres.

Pour les Maliens et les Africains, une révolution est née au Mali et est en marche. Jusque dans les Antilles, le Mali est scruté, admiré, envié. Travaillons à ce que cela ne devienne poussière. La révolution a cela de particulier qu'elle génère des ennemis en son sein, à côté et même loin. Alors comme le dit Richard Kingsley Morgan, écrivain britannique : "toute révolution exige des sacrifices".

Si nous laissons le "mur Mali" se fissurer, les margouillats, lézards et autres reptiles n'attendent que de s'y engouffrer. Nous avons une intelligence collective à fort quotient pour empêcher cela, fort de la richesse de notre vivre ensemble, de notre héritage culturel et historique.

Quel sacrifice nous demandent les temps actuels, pour le Mali et pour l'Afrique ? A mon avis c'est de nous sacrifier nous-mêmes, de nous éloigner de l'individualisme, de prendre les bonnes décisions pour le bien du plus grand nombre, de mettre au travail les serveurs désintéressés et engagés, en nous éloignant de ces castings népotiques et infructueux, de mettre la vertu en toute idée et en toute action.

Ce menu est un viatique pour éviter le naufrage individuel ou collectif.

Le Mali nous a déjà tant donné, donnons-lui ce qu'il mérite, pour qu'il mérite de l'Afrique, du monde et de l'universel.

Lundi 21 novembre 2022

Alassane Souleymane
Journaliste

Mali : Le succès de la deuxième édition du festival Kayes Seko pour la Conservation et la Valorisation la culture dans notre pays

S'est déroulée la deuxième édition du festival Kayes Seko du 7 au 11 novembre 2022 dans la première région administrative du Mali. L'objectif est de pérenniser des acquis et leurs dynamiques de valorisation de la culture kayesienne en particulier et celle du Mali en général.

Le Mali, est confronté depuis 2012 à l'une des plus graves crises de son existence. Cette crise a fragilisé le tissu social et entraîné des déplacements massifs des populations, des abus et perturbation des secteurs économiques, culturels et artistiques, ... Dans cette optique que les acteurs de du festival Kayes Seko ont trouvé nécessaire de prendre conscience d'œuvrer pour le retour de la paix partout au Mali.

Selon eux, la Région de kayes est caractérisée et reconnue pour son hospitalité légendaire, creuset d'une diversité ethniques et de brassage culturel qui ont toujours constitué le ressort d'une vie communautaire harmonieuse dans la paix et la convivialité depuis les temps des ancêtres.

C'est restaurer ce cap que la 1ère Édition de Kayes Seko a été tenu du 22 au 28 novembre 2022. Cette édition a été un espace de dialogue, de conférence débats, de vidéos tour du fort de Médine, Soirée Traditionnelle, Hip-Hop, Concert Live, Sport avec une diffusion live streaming à l'échelle international ce qui a valu une promotion de la culture et des talents locaux.

Cet espace avait également regroupé les Autorités Administratives, politiques et coutumières aussi des acteurs économiques, artistiques et culturels du Nord au Sud du Mali et d'autres organisations citoyennes.

C'est pour cela, le cadre de la pérennisation de ces acquis et leurs dynamiques de valorisation de la culture kayesienne et celle du mali que la commission d'organisation, avec le concours de tous ces partenaires Internationaux, Nationaux et locaux, a organisé du 07 au 13 novembre 2022 la 2ème édition du Festival Kayes Seko.

L'objectif principal de l'évènement visait un double objectif, « d'une part, la conservation et la valorisation de la culture et d'autre part



la consolidation promouvant la paix et la cohésion sociale dans une dimension inclusive harmonieuse ».

Les objectifs spécifiques de Kayes Seko sont entre autre : « Contribuer à la culture de la paix durable et consolider la cohésion sociale à travers les arts, la Culture, le Tourisme et le sport ; accompagner les acteurs locaux du monde de la culture et des arts à travers des actions de développement ; servir d'interface entre les acteurs locaux et ceux du monde et aussi avec les partenaires techniques financier et encourager, appuyer le partenariat privé-privé, public-privé entre les acteurs du secteur ; informer et sensibiliser le monde entier sur l'existence du potentiel de la diversité culturelle locale et nationale ».

Notons que plusieurs activités ont été menées au cours de cette deuxième édition du festival Kayes Seko : « La formation en slam a été organisée à l'endroit d'une trentaine d'étudiants dans l'enceinte de l'Université Technolab ISTA en partenariat avec les Universités de la Ville. Pour rappel, la formation en Art plastique a été organisée à l'endroit d'une trentaine d'élèves au Lycée Dougoukolo Konare de Kayes en partenariat avec les lycées. La formation en Management Artistique a été organisée au profit des jeunes artistes rappers de la ville de Kayes.»

Hamadoun Alphagalo
Source : Croissance Afrique

Tchad : Une dizaine de militaires tués par des djihadistes dans l'Ouest

Le lac Tchad est un vaste étendu d'eau et de marécages parsemée de centaines d'îlots dont certains servent de repaires aux jihadistes de Boko Haram et de l'Is wap. robnaw / stock.adobe.com

Une « dizaine de militaires » a été tuée mardi 22 novembre par des jihadistes qui ont attaqué un poste de l'armée dans l'ouest du Tchad, a annoncé à l'AFP le porte-parole de la présidence. L'attaque a également fait « des blessés », a précisé dans un communiqué Brah Mahamat.

Elle a été perpétrée « au petit matin » près de Ngouboua, dans la région du lac Tchad, aux confins du Tchad, du Niger, du Cameroun et du

Nigeria, où les et sa branche dissidente Etat Islamique en Afrique l'Ouest (Is wap) s'en prennent régulièrement aux armées et aux civils dans les quatre pays.

L'unité de l'armée prise à parti

Une unité de l'armée, « dépêchée en précurseur pour installer un poste avancé dans l'île de Bouka-Toullorom », a été « prise à partie par des éléments de la secte Boko Haram », précise M. Mahamat. Les autorités tchadiennes appellent indistinctement « Boko Haram » le groupe du même nom ou l'Is wap.

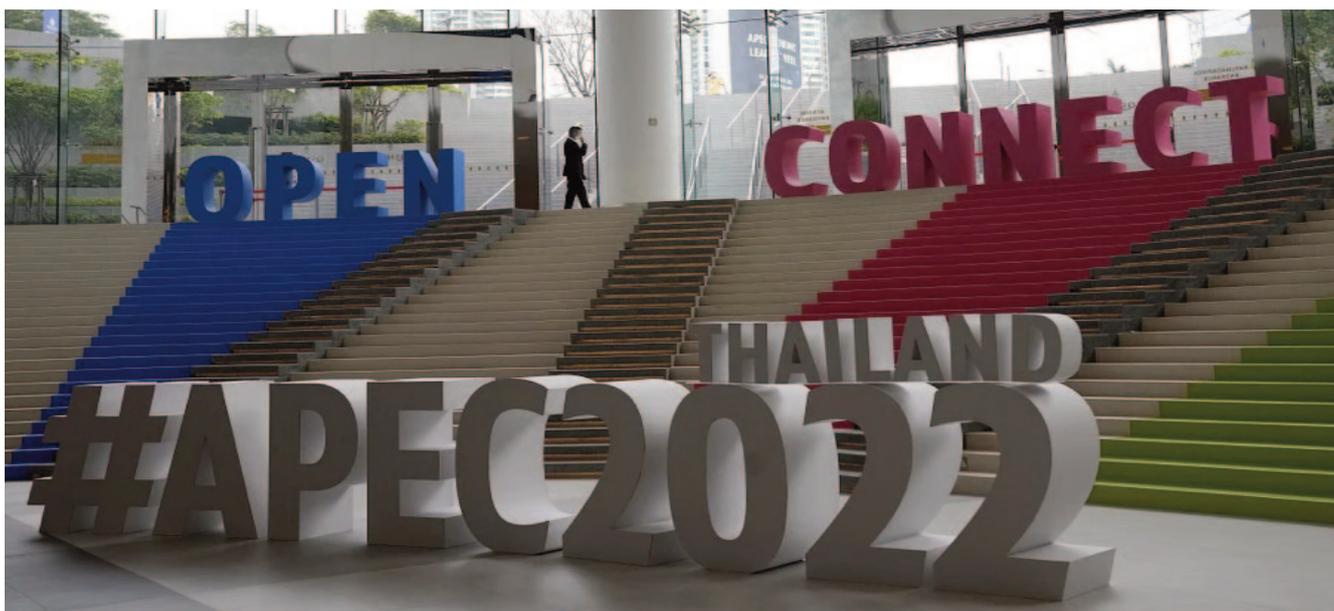
« La dizaine de morts et les blessés sont tous

des éléments des forces de défense », a annoncé le porte-parole à l'AFP. Le lac Tchad est une vaste étendue d'eau et de marécages parsemée de centaines d'îlots dont certains servent de repaires aux jihadistes de Boko Haram et de l'Is wap.

« Aujourd'hui, Boko Haram n'a plus la force de s'attaquer aux casernes » dans la zone du lac et cible désormais « la population et leurs biens », avait pourtant affirmé il y a 10 jours le président tchadien, le général Mahamat Idriss Déby Itno, en déplacement dans la zone.

Source : Le Figaro





Les liens commerciaux sino-thaïlandais « prometteurs » : Alors que le RCEP et le rail à grande vitesse étendent les zones de coopération

Les liens commerciaux entre la Chine et la Thaïlande devraient encore se renforcer à la suite de la visite du président chinois Xi Jinping en Thaïlande, affirment les observateurs, notant que l'accord de libre-échange du Partenariat économique régional global (RCEP pour Regional Comprehensive Economic Partnership) et la ligne ferroviaire à grande vitesse reliant les deux pays devraient permettre d'accélérer encore la coopération bilatérale.

À l'invitation du Premier ministre Prayut Chan-ocha du Royaume de Thaïlande, Xi Jinping est arrivé jeudi à Bangkok pour participer à la 29e réunion des dirigeants économiques de l'APEC. Le président Xi sera en visite officielle en Thaïlande jusqu'à samedi.

« Cette visite est un jalon pour guider et faire avancer les relations bilatérales », a déclaré jeudi l'ambassadeur de Chine en Thaïlande, Han Zhiqiang.

« La Chine et la Thaïlande ont une histoire de plusieurs milliers d'années d'échanges ami-

caux, et le proverbe « La Chine et la Thaïlande forment une famille » est profondément enraciné dans le cœur d'un grand nombre de personnes. Les deux pays ont coopéré pour faire face à la pandémie et promouvoir conjointement la relance économique », note Zhao Gancheng, un expert de l'Asie du Sud de l'Institut de Shanghai pour les études internationales. Cette année marque le 47e anniversaire des liens diplomatiques sino-thaïlandais et le 10e anniversaire du Partenariat de coopération stratégique globale Chine-Thaïlande.

« Alors que le commerce de la Chine avec la Thaïlande – qui est membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – a montré une dynamique de croissance à la suite de la mise en œuvre du RCEP, la façon de porter ces liens commerciaux déjà étroits à un niveau encore plus élevé pourrait constituer le point central des discussions », explique Zhao Gancheng.

La Chine est le plus grand partenaire commercial de la Thaïlande pour la neuvième année

consécutive et constitue un marché majeur pour les exportations des produits agricoles thaïlandais. Le commerce bilatéral a augmenté de 33 % en glissement annuel pour atteindre les 131,18 milliards de dollars en 2021, selon les douanes chinoises.

En ce qui concerne la connectivité et la construction des infrastructures, la ligne ferroviaire reliant la Chine à la Thaïlande constituera une partie importante du réseau ferroviaire transasiatique et sera la première ligne à grande vitesse de la Thaïlande. Celle-ci circulera de Bangkok jusqu'à la ville frontalière de Nong Khai, où un pont la reliera à la Ligne ferroviaire Chine-Laos. Il sera alors possible de voyager en train depuis Bangkok jusqu'à Kunming dans la province chinoise de Yunnan (sud-ouest) en passant par le Laos.

« Cette ligne ferroviaire permettra d'insuffler de la vitalité dans le développement économique des régions le long de la ligne en Thaïlande, tout en faisant progresser le raccordement du réseau ferroviaire panasiatique et en promouvant la connectivité régionale », note Zhao Gancheng.

Les investissements et le commerce agricole sont deux domaines dans lesquels la Chine et la Thaïlande ont renforcé leurs connexions au cours de ces dernières années.

« Le marché chinois est un marché large et important pour le riz thaïlandais. Nous pensons que les Chinois vont apprécier et accepter encore plus le riz thaïlandais, surtout le riz au jasmin (riz Thai Hom Mali), le riz blanc et le riz sain. Nous espérons que la Chine pourra acheter plus de notre riz », a fait savoir mercredi

L'Association des exportateurs de riz thaïlandais dans un communiqué.

Sur les neuf premiers mois de cette année, la Thaïlande a exporté 455,318 tonnes de riz vers la Chine, soit une hausse de 30,5 % en glissement annuel, pour une valeur de 219,5 millions de dollars, soit une augmentation de 20 % en glissement annuel. Ces exportations ont représenté 8 % des exportations totales de riz de la Thaïlande.

Au mois de juillet, le Premier ministre thaïlandais Prayut Chan-o-cha a invité la Chine à renforcer ses investissements en Thaïlande, indiquant que le Corridor économique oriental du pays était prêt à recevoir les investissements des entreprises chinoises dans des secteurs comme les véhicules électriques et l'agro-industrie.

L'ambassadeur Han Zhiqiang a fait savoir que la coopération bilatérale dans l'économie numérique, l'économie verte et les nouvelles énergies était florissante. Selon lui, la technologie de la 5G, le e-commerce, les véhicules électriques et les produits photovoltaïques de la Chine ont permis de stimuler la « nouvelle économie » de la Thaïlande et sont en train de devenir des moteurs de croissance majeurs pour la coopération mutuellement bénéfique.

« La Chine soutient le rôle important de la Thaïlande en tant qu'organisateur de la 29e réunion des dirigeants économiques de l'APEC. Le président Xi proposera les solutions et les idées de la Chine sur le développement de l'APEC, l'amélioration de la gouvernance mondiale et la relance économique », a laissé entendre l'ambassadeur.

« Pour la prochaine étape, la Chine va travailler avec l'ASEAN pour mettre en œuvre le RCEP avec une haute qualité, saisir les opportunités de l'économie numérique et de l'économie verte, promouvoir la construction de la Zone de libre-échange 3.0 Chine-ASEAN, et bâtir de nouveaux canaux commerciaux internationaux terre-mer avec plus de membres de l'ASEAN, afin de faciliter l'entrée de plus de produits de haute qualité des membres de l'ASEAN sur le large marché chinois », a annoncé Shu Jueting, la porte-parole du ministère chinois du Commerce, lors d'une conférence de presse qui a eu lieu jeudi à Beijing.

Source : french.china.org.cn

Egypte : JUWI met en service son projet solaire hybride au monde dans la mine d'or Sukari de Centamin



Selon Stephan Hansen, directeur général de JUWI « Les yeux du monde entier sont désormais tournés vers l'Égypte et les résultats du sommet COP27. Nous sommes ravis d'avoir pu livrer ce projet phare à Centamin et, en outre, d'avoir pu démontrer le rôle essentiel que des solutions solaires, éoliennes et de batteries fiables, peuvent déjà jouer dans la transformation du secteur des ressources sur la voie de la dé-carbonisation. », a-t-il déclaré.

La mise en service du projet hybride présente plusieurs avantages, selon JUWI, parmi lesquels la réduction de l'exposition à la volatilité des prix du carburant et la réduction des émissions de carbone d'environ 60 000 tonnes de

CO2 par an.

Notons que le développeur JUWI a déjà obtenu plusieurs succès remarquables pour des clients du secteur minier dans le monde, avec le premier projet hybride solaire-batterie à l'échelle d'un service public à la mine de cuivre de DeGrussa en Australie.

Il faut signaler que de plus en plus d'industriels miniers commencent à s'approvisionner en partie en énergie propre pour diminuer leurs émissions de gaz et contribuer aux efforts nationaux de décarbonation.

Daouda Bakary KONE
Source : Croissance Afrique

CDM 2022 : Exploit de l'Arabie saoudite, qui fait chuter l'Argentine d'entrée

Voilà le premier exploit du tournoi, que l'Argentine ne pouvait pas plus mal entamer. Pour son entrée en lice dans , l'Albiceleste s'est fait surprendre par une vaillante et valeureuse équipe d'Arabie saoudite (1-2), ce mardi, dans le cadre de la première rencontre . Lionel Scaloni, qui alignait un quatuor Di Maria-Messi-Gomez-Martinez pour sa première en Coupe du monde, pourra regretter le manque d'inspiration offensive de ses hommes, qui ne méritaient pas forcément de gagner. La belle série des champions d'Amérique, qui restaient sur 36 matchs sans défaite, prend brutalement fin et signe déjà l'état de crise dans les rangs argentins. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour ressentir le premier frisson dans le Lusail Stadium. Arrivant lancé et profitant d'un contrôle manqué de Lautaro Martinez dans les 16 derniers mètres saoudiens, Lionel Messi contraignait Mohammed Al-Owais à un superbe plongeon (2e). La Pulga allait pouvoir se consoler peu de temps après. Ceinturé par et mis au sol par Saud Abdulhamid dans la surface sur un coup franc excentré, Leandro Pa-

redes obtenait un penalty transformé avec sang-froid par le capitaine de l'Albiceleste (1-0, 10e). De quoi gâcher le début de match agressif des Faucons Verts de Salman Alfaraj, incertain mais bien titulaire.

L'Arabie saoudite a dévoré l'Argentine Prenant le jeu à son compte, l'Argentine tentait d'étirer le bloc assez haut de la formation d'Hervé Renard, bien en place, tant bien que mal. Cela manquait globalement de rythme, même si la défense saoudienne jouait remarquablement le piège du hors-jeu, à l'instar de ces trois buts refusés (pour pas grand-chose, au niveau du haut du corps) à Leo Messi (22e) puis Lautaro Martinez (29e, 35e). À la pause, l'Arabie saoudite tenait bon face aux Argentins en manque d'inspiration dans les 30 derniers mètres, malgré la sortie sur blessure de leur capitaine Alfaraj (45e). Pas de quoi déstabiliser les Faucons, qui ont attaqué la seconde période pied au plancher. Lancé par Firas Al-Buraikan, Saleh Al-Shehri s'est joué de Cristian Romero avant de tromper Emiliano Martinez d'une belle frappe croisée (1-1, 48e) pour faire chavirer de bonheur un Lusail Stadium acquis

à la cause des Saoudiens.

L'Albiceleste, dépassée dans les duels, souffrait énormément et peinait à ressortir du pressing. Poussée par la ferveur de ses supporters, l'Arabie saoudite prenait même l'avantage grâce à un somptueux tir enroulé signé Salem Al-Dawsari (1-2, 53e). L'Argentine a ensuite eu du mal à créer du danger et à répondre à la pression imposée par ses adversaires, même si le portier saoudien a été impeccable devant Nicolas Tagliafico (64e), Angel Di Maria (72e), un Leo Messi (84e) décevant puis Julian Lavarez (90+11). Il aura permis à Hervé Renard, qui a aussi perdu Yasser Al-Shahrani après un violent coup de genou involontaire de son portier en pleine tête (90e+10), de créer la première sensation de cette Coupe du monde 2022. En attendant le match Mexique-Pologne (17h), et mettent l'Argentine, dont la dernière défaite remontait au 3 juillet 2019 (0-2 contre le Brésil en demi-finale de Copa América), déjà au pied du mur.

Par Lucas Billard
Source : Footmercato





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Uranus en Taureau vous incite à revoir vos priorités et à faire le tri dans ce qui ne vous apporte plus satisfaction au niveau professionnel. Si vous avez su vous libérer de vos chaînes, les transformations à venir auront un goût agréable et positif.

Il est fort possible que des revenus imprévus tombent comme par magie dans votre escarcelle. Ils peuvent venir de votre famille ou de votre conjoint. La Lune noire en trigone au Soleil vous favorise financièrement.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Si vous avez le contact facile dans le travail, aujourd'hui vous êtes soupe au lait, ce qui n'arrange rien. Vous mettre des personnes à dos n'est pas la solution appropriée. Trouvez une autre méthode si vous ne voulez pas vous faire des ennemis.

Vous pourriez être très contrarié que ce serait justifié. En effet, vos finances jouent les yo-yo, ce qui n'est pas franchement pour vous plaire. Votre budget est fragilisé, la faute à un abus de dépenses. Vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous-même.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez subir des transformations au sein de votre travail. Quelques désillusions pourraient suivre. Mais cela n'aura pour conséquence qu'une prise de conscience nécessaire pour vous. Donc un mal pour un bien ! C'est positif !

Avec votre Lune en Verseau, des projets à long terme se profilent ! L'achat ou la vente de biens matériels, d'une maison ou d'un appartement. C'est à l'ordre du jour et vous en êtes de plus en plus conscient. C'est le bon moment pour agir.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'activité n'accorde guère de joie. La routine est pesante et vous recherchez un nouveau poste. Il est possible que vous ayez envie de changer totalement de cap. Une activité commerciale ou pédagogique vous tente. C'est le moment de franchir le cap.

Les moments avec vos proches déclenchent des frais. Vous aimez faire plaisir et le budget fond. Gardez un peu de fonds pour le mois. Des dépenses sont assez raisonnables dans l'ensemble. Vous désirez garder des fonds pour bien gérer votre famille.



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

De profondes transformations concernent votre sphère professionnelle. Vous êtes arrivé à une échéance et vous pouvez faire le bilan de vos années passées. C'est le moment de faire de nouveaux projets, en vous servant de votre expérience et de vos acquis.

Les transits actuels peuvent vous pousser à prendre une assurance vie pour protéger vos proches. Vous êtes conscient que des événements peuvent remettre en cause votre stabilité actuelle. Vous pensez également à des produits d'épargne pour vous faire des réserves.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Aujourd'hui, la journée est bénéfique dans le travail. Vous pourriez obtenir une promotion, changer de poste, ou prétendre à une augmentation de salaire. Vous profitez d'une bonne énergie, ça vous donne deux fois plus de motivation. Foncez !

Les planètes vous accordent une pause. Vos finances ne sont ni dans le rouge ni dans le vert, par contre un état des lieux de vos comptes s'impose. Ne remettez pas à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui, c'est important. Allez, courage !



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le bon aspect de Neptune et Saturne dans le domaine de votre travail vous apporte une grande clairvoyance. C'est un atout précieux ! De profonds changements de comportement s'opèrent en vous, ce qui vous rend de plus en plus compétent dans votre travail.

Une bonne nouvelle se dessine dans vos finances. Mais une contrariété pourrait en émaner. Peut-être hésitez-vous à vendre un bien immobilier ? Ou peut-être un rival en concurrence avec vous pour un nouveau travail ? Laissez faire le destin.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

À force de travailler, vous ne voyez plus vos amis ni votre partenaire. De l'irritabilité arrive quand vous songez au travail. Vous pourriez amorcer une nouvelle recherche d'emploi pour changer cette vie. Gardez courage, car vous êtes dans la bonne direction.

Les dépenses vont bon train et vous avez envie d'en faire moins. Mais les charges et le train de vie ne le permettent pas. Pour le moment, vous piochez dans les économies. Il y a un risque de découvert. Cependant, la sérénité continue de vous accompagner.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des changements profonds interviennent au sein de votre for intérieur. Ils sont inconscients pour l'instant et ils travaillent en votre faveur. Vous aurez bientôt l'occasion de mettre en pratique vos nouveaux concepts.

De l'argent familial ou venant de votre conjoint pourrait vous aider à mettre en place un de vos projets préférés. Méfiez-vous des belles chimères et prenez vos précautions pour limiter les risques. Jupiter pourrait vous conduire à trop dépenser.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pas vraiment motivé pour partir au travail, vous traînez des pieds, mais une fois sur votre lieu professionnel, votre motivation reprend le dessus. Aujourd'hui, vous pourriez jouer les modestes lorsque certains collègues flatteront votre travail.

Si vous vous fiez à la petite éclaircie, vous risquez de faire fausse route. La situation au niveau du budget n'est pas catastrophique, mais vous ne devez prendre aucun risque, trop d'enjeux en dépendent. Jouez la prévoyance, c'est profitable.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Au travail, votre Soleil en milieu du ciel brille de mille feux ! Votre ambition de réussite est très importante, et vous mettez tout en oeuvre pour y parvenir. Vous vous sentez confiant, et vous pourriez même obtenir cette promotion que vous attendiez !

Du fait de votre assiduité et de vos compétences professionnelles, il se pourrait que vous soyez récompensé. Vous pourriez recevoir des primes exceptionnelles, elles seraient bienvenues ! Votre intuition du moment pourrait améliorer votre source de revenus.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aimez travailler en équipe. La complicité est recherchée, mais vous ne la trouvez pas. Votre poste actuel pourrait vous amener d'amères déceptions. En effet, vous attendez une valorisation qui ne vient pas. De la contrariété flotte dans l'air.

Les achats actuels peuvent concerner plusieurs choses. D'abord les loisirs puis les invitations. Vous multipliez les petites dépenses. Elles restent finalement la cause d'un budget qui explose. Des concessions sont à faire pour garder de la trésorerie.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23